



OBSERVATOIRE DU SAHEL



LA DÉTÉRIORATION DES SERVICES SOCIAUX DE BASE DANS LES ZONES SOUS OCCUPATION « DJIHADISTE » : L'EXEMPLE DU MALI

AUTEUR

DR. LAMINE SAVANE

Maître-assistant en sociologie politique à la Faculté des sciences sociales (FASSO) Université de Ségou, chercheur postdoctoral "Pilot African Potsgraduate Academy" (PAPA) Université Goethe/Francfort/Main Allemagne/Point Sud Bamako.

COORDINATEUR SCIENTIFIQUE

DR. LADJI OUATTARA

Directeur scientifique de l'Observatoire des enjeux géopolitiques, sécuritaires et socio-politiques du Sahel de Thinking Africa, enseignant à l'Université d'Evry (France) et à l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger).



INTRODUCTION

Depuis 2012, le Mali connaît une forte crise sécuritaire qui a des conséquences politique, sociale et économique. Cette crise a d'abord commencé par les attaques du camp de Aguelhok en janvier 2012 par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) – mouvement indépendantiste – qui s'était allié avec les mouvements terroristes comme *Ansar Dine* (les partisans de la religion en arabe), *Al Qaïda* Maghreb Islamique (AQMI) et des narcotrafiquants qui opèrent dans le septentrion malien depuis le début des années 2000. L'armée, prétextant l'incapacité du président Amadou Toumani Touré (ATT) à faire face à la crise du Nord, renverse ce dernier en mars 2012 (troisième coup d'Etat au Mali)¹. Ce coup d'Etat a brisé la chaîne de commandement de l'armée, avec l'arrêt des officiers militaires ou le rappel de ceux qui sont sur le front, d'autant plus que c'est un coup d'Etat de sous-officiers dirigé alors par le capitaine Amadou H. Sanogo. Les militaires maliens désertent successivement les régions de Kidal, de Tombouctou et de Gao. Les trois grandes régions du Mali (Gao, Tombouctou, Kidal) tombèrent sous la coupe du MNLA et des groupes armés terroristes (GAT). S'en suivirent donc pendant neuf à dix mois, l'application stricte de la loi islamique (la *Charia*), dans cette partie du pays, avec les premières lapidations pour adultères ou les coupures de main pour vol. C'est à partir de cette date qu'un autre groupe terroriste, le Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) fait son apparition. Une alliance se crée entre ces différents groupes terroristes qui occuperont le nord du Mali pendant presque un an.

Le 6 avril 2012, le MNLA proclama l'indépendance de l'Azawad qui est aussitôt rejetée par la Communauté internationale. La proclamation de cette indépendance a entraîné une division entre les deux groupes qui ont des visions différentes, d'une part, le MNLA qui est un mouvement indépendantiste touareg et d'autre part, les groupes narcoterroristes (des narco terroristes pour la *Charia* ? (*Ansar dine*, AQMI, le MUJAO, etc.) qui veulent une application de la *Charia* sur toute l'étendue du territoire malien. Ainsi, très rapidement, le MNLA est chassé de Tombouctou et de Kidal par *Ansar Dine* qui est considéré comme proche d'AQMI. Ces deux régions étaient donc sous l'influence de *Ansar Dine* avec à sa tête Iyad Ag Ghali², et le MNLA régnait à Gao où il avait son état-major politique. La défaite du groupe indépendantiste MNLA a fait du groupe jihadiste le Maître absolu du terrain. Le MNLA sera ensuite chassé de Gao par le MUJAO où Bilal Ag Acherif – Secrétaire général alors du MNLA – ne doit sa survie qu'à l'intervention de l'armée burkinabé. Une divergence de point de vue semble être à l'origine de ces combats. D'une part, le MNLA qui se veut laïc, est pour l'indépendance des trois régions du nord du Mali qualifiée d'« Azawad », dont l'existence comme espace géographique et politique est contestée³. D'autre part, les groupes terroristes dont le but ultime n'était pas la sécession, mais l'application de la *charia*. L'alliance entre MNLA et les groupes

1 Le Mali a connu deux autres coups d'Etats depuis cette date le 18 août 2020 et le 21 mai 2021. C'est une transition militaire qui est toujours en cours.

2 Ancien chef rebelle touareg malien pendant les rebellions des années 1990, diplomate malien (en Arabie Saoudite, d'où il sera expulsé) suite aux négociations, il va se radicaliser au contact de prêcheurs du Pakistan ou du Moyen-Orient pour finir par embrasser une voie islamiste extrémiste.

3 Bourgeot A., « Des Touareg en rébellion » in Gonin P., Kotlock N., Pérouse de Montclos M.-A., *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire Editions, 2013.



terroristes venait de voler en éclat, même s'il restera toujours une relation poreuse entre les deux organisations irrédentistes et terroristes⁴. Les djihadistes composés de MUJAO; *Ansar Dine* et AQMI ont appliqué la *charia* dans le nord et une partie du centre du Mali. Face l'avancée de ces GAT, c'est le déclenchement de l'opération Serval par l'armée française, secondée par les Forces armées maliennes (FAMA), qui y mettra fin à Konna et à Diabaly.

Les groupes djihadistes, qui avaient déserté les centres urbains pour les zones forestières et les endroits reculés, sont revenus en janvier 2015 avec l'attaque du Camp de Nampala. La grave crise sécuritaire longtemps murée au nord s'est donc déplacée au centre du Mali. Depuis cette date, la situation sécuritaire prend de multiples formes et on observe l'émergence de nouveaux acteurs. Les djihadistes, les Dozos ainsi que les milices d'autodéfense qui se sont créées pour la défense de leurs communautés respectives. Par ailleurs, les FAMA (Forces Armées Maliennes) tentent de reconquérir l'intégrité territoriale du Mali et sont appuyées par la force française Barkhane – remplacée par l'opération Serval dont le président français Emmanuel Macron a demandé le retrait le 17 février 2022 –, le G5 Sahel et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies au Mali (Minusma) ainsi que d'autres forces occidentales principalement européennes. L'année 2015 voit la **sociogénèse** aussi de deux nouveaux groupes terroristes : la Katibat Macina avec à sa tête le prédicateur Hamadoun Kouffa, et l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) dirigé par Adnane Abou Walid Al-Sahraoui, tué par l'armée française au Mali le 17 août 2021.

La multiplication de ces organisations terroristes a comme conséquence la dégradation de la situation sécuritaire générale mais surtout la détérioration des "services sociaux de base" (écoles, centres de santé; services des eaux potables; administrations publiques, marchés etc ...) dans les zones dirigées par les groupes terroristes. Il s'agit essentiellement de la Katibat Macina qui a plus ou moins instauré une sorte de "gouvernance" qu'on pourrait qualifier de djihadiste. En fonction des localités, on respecte plus ou moins la *Charia*. Ces zones où les djihadistes sont les maîtres ont été désertées par la plupart des fonctionnaires de l'Etat malien (enseignants, médecins, policiers, gendarmes, etc.). Les agents de la santé sont plus ou moins tolérés selon les conditions fixées par la Katibat Macina.

C'est dans ce contexte d'insécurité générale qu'intervient un coup d'Etat le 18 août 2020 contre le président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) suite à trois mois de manifestations populaires initiées par le Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces Patriotiques – (M5-RFP). Les militaires vont profiter du climat socio-politique délétère pour s'emparer du pouvoir et « confisquer la révolution ». Sous la pression de la CEDEAO, un président de transition – le président Bah N'dao, colonel à la retraite – et un premier ministre civil sont nommés.

4 Sangaré F., et Savané L., "Rébellion armée, groupes terroriste et élites politiques dans le nord du Mali" (in) Dieng M., Souaré I., Onguny P., 2019 (Dir) *La lutte contre le terrorisme en Afrique. Acte de bienveillance ou prétexte géostratégique ?* Les Presses de l'Université de Montréal, 2019, pp. 33-49.



Mais un second coup d'Etat intervient le 24 mai 2021 suite à la non reconduction de deux ministres-colonels dans le gouvernement. Depuis lors, c'est le début de la détérioration de la relation entre le Mali et la communauté internationale (CEDEAO, UA, EU, France). Alors que dans les régions du centre, qui ont connu une escalade de violence jamais égalée, on assiste à la naissance de la Katibat Macina qui se réclame d'*Al qaïda* au Magrheb Islamique (AQMI) et l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) de l'Etat islamique. Ces deux organisations se livrent aujourd'hui à une guerre de *leadership*. En quoi la situation sécuritaire que connaît le centre du Mali a-t-elle profondément affecté le bon fonctionnement des services sociaux de bases, déjà insuffisants ?

L'ECOLE À L'ÉPREUVE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT AU MALI

Les djihadistes sont souvent très hostiles à l'égard de l'école occidentale. Dans les zones sous influence djihadiste, les salles de classe et le matériel pédagogique sont souvent incendiés et cette action est parfois utilisée à des fins propagandistes. Les enseignants intimidés voire menacés – plusieurs d'entre eux ont été arrêtés avant d'être relâchés – finissent par abandonner leur poste. La consigne est claire pas « d'école francophone » dans la zone. A cet égard, la signification du nom de certains mouvements terroristes comme le nigérian *Boko Haram*⁵ est illustrative. Les populations sont plutôt encouragées à envoyer leurs enfants dans les écoles coraniques. La conséquence de cet agissement est la privation de plus de 75 000 enfants⁶ maliens de leur droit à l'éducation, compromettant ainsi leur avenir. De ce fait, ces enfants sans éducation peuvent constituer à moyen terme, un large vivier de recrutement futur pour ces diverses organisations terroristes. Dans les régions du centre, les écoles ont commencé à être affectées à partir de 2017. Mais beaucoup de ces écoles du centre du Mali ont fermé leurs portes en 2018 (Ségou et Mopti particulièrement). Déjà à cette époque la plupart des écoles dans les communes rurales étaient fermées. On retrouvait des écoles fonctionnelles presque seulement dans le village de Boni, chef-lieu de commune; Konna et Fotoma pour ne citer que ces villages. En 2019, on trouvait des écoles seulement dans les chefs-lieux des cercles de la région de Mopti telles que Mopti ville, Tenenkou, Youwarou.

Le nombre limité d'écoles francophones fonctionnelles était facilement visible dans les localités majoritairement dominées par des communautés qui ne sont pas peules. Certains enseignants sont partis à cause de la peur, et d'autres, à la suite de menaces de la part des groupes djihadistes. Mais en 2019, certains villages du delta intérieur du fleuve Niger (zone inondée) avaient négocié pour la réouverture de leurs écoles. La condition *sine qua non* posée par la Katibat Macina était que tous les enseignants soient des locaux.

5 Le livre est *haram* ou l'école occidentale est interdite par la Charia.

6 Chiffre donné par un agent de l'académie de Mopti lors de notre enquête courant février 2022.

Tableau : Situation des écoles dans la région de Mopti

Région de Mopti	Ecoles fermées	Ecoles non fermées	Total
Nombre	525	341	866
Pourcentage	61%	39%	100%

Sources : enquêtes de terrain, données de 2021

L'expérience du recrutement des enseignants locaux avait été appliquée dans le village de Gathié Louma dans le cercle de Youwarou. Malheureusement cette expérience n'a pas abouti. La même année de 2019-2020, l'État malien avait tenté la même expérience dans cinq communes du cercle de Mopti. Mais l'extrapolation de cette expérience n'a pas été couronnée de succès, en raison des défections au sein de la Katibat Macina au profit de l'EIGS. La réouverture des écoles, était un point de désaccord entre l'EIGS et la Katibat Macina⁷. Quand on affirme que l'école, est l'un des services sociaux de base qui a le plus souffert, cela peut s'expliquer par le nombre très élevé d'écoles incendiées par les groupes djihadistes. Il s'agit entre autres de l'école de Dialloubé et Kakagna dans la commune de Dialloubé. L'école de Severy toujours dans la commune de Dialloubé n'a pas été brûlée, mais tout le matériel a été pillé. L'école de Sah dans le cercle de Youwarou a aussi été brûlée⁸. Il y avait certaines écoles qui avaient échappées à cette pratique, celles-ci ont été brûlées après que les FAMA, logées parfois dans ces écoles, soient parties. Toutes les portes et les fenêtres ont été arrachées. Aujourd'hui, des milliers d'écoles du centre du Mali sont abandonnées et servent de refuge pour les animaux. Dans tout le cercle de Mopti par exemple, seules les écoles restent ouvertes dans la ville de Mopti, dans la ville de Sevaré et Konna.

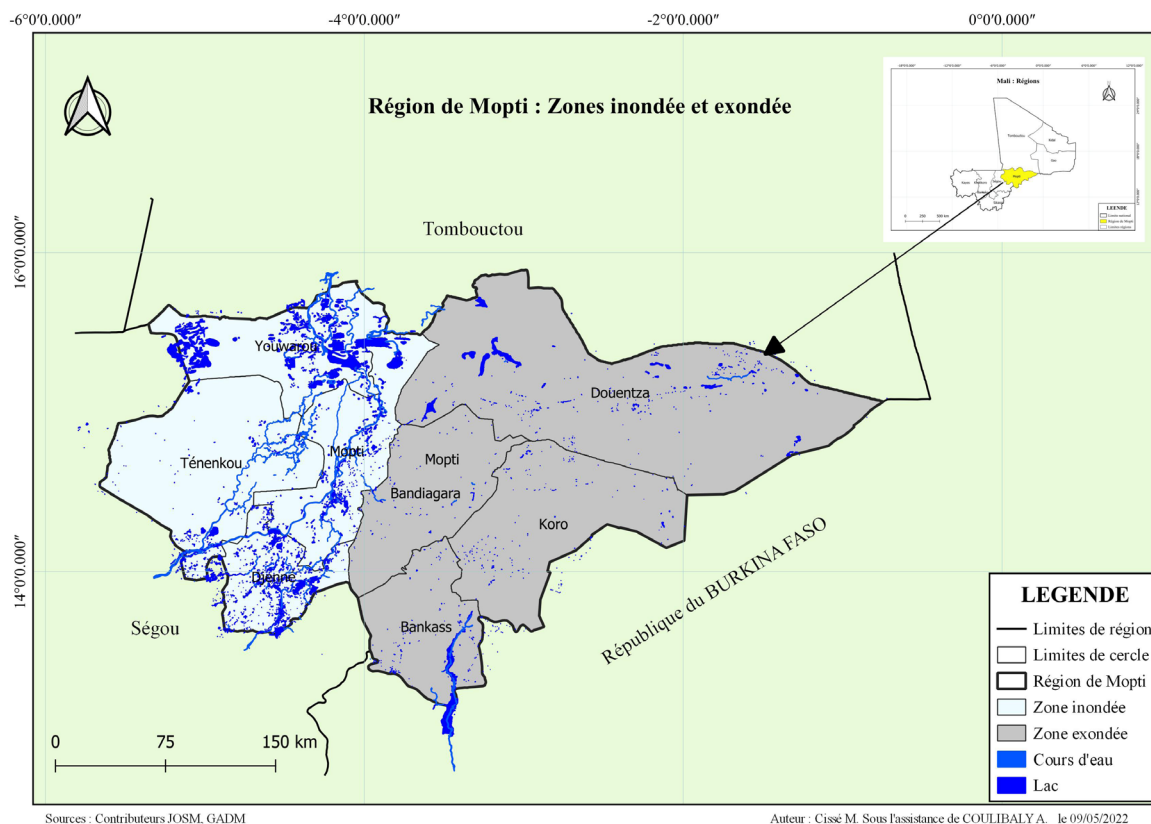
Toutes les autres écoles sont fermées. L'école de Fatoma a été la dernière à être fermée sous les menaces de la Katibat Macina. Dans le cercle de Youwarou, seule l'école de Youwarou-ville fonctionne. Tel est le cas aussi pour le cercle de Tenenkou. Là où les écoles fonctionnent encore, ce sont les cercles de la zone exondée de la région de Mopti⁹. Cela peut s'expliquer par la présence de milice d'auto-défense de chasseurs Dogon Dana Ambassagou (les chasseurs qui se confient à Dieu). Dernièrement, dans sa stratégie de riposte face aux FAMA et au groupe de sécurité privé russe Wagner, la Katibat Macina commence à attaquer la région de Sikasso, frontalière avec la Côte d'Ivoire au sud. Le 27 avril 2022, le Centre d'Animation Pédagogique (CAP) de Klela a été brûlé par les éléments de la Katibat Macina. La région de Sikasso longtemps épargnée par la menace djihadiste semble être le nouvel objectif de la Katibat Macina. La dernière école à être

7 Savané L., Tangara M., Sangaré F., « Une analyse comparative entre la Katibat Macina et l'Etat Islamique au nord et au centre du Mali » à paraître.

8 Données recueillies lors de notre enquête sur le terrain courant février 2022.

9 La région de Mopti est divisée en huit (8) cercles, quatre (4) dans la zone inondée et quatre (4) dans la zone exondée. Les quatre cercles de la zone inondée sont les cercles de Mopti, de Djenné, Youwarou et Tenenkou. Les quatre cercles de la Zone inondée sont Bankass, Bandiagara, Koro, Douentza.

incendiée date du 5 mai 2022, se situe dans le cercle de Koro toujours dans la région de Mopti. Le 3 mai 2022 aussi, les djihadistes ont brûlé la direction de l'école fondamentale du village de Omo dans la commune de Bando (cercle de Koro).



Pour trouver une alternative à ce problème de fermeture des écoles sous la pression djihadiste, il serait important de reconsidérer les propositions faites par la Katibat Macina. En effet, cette organisation extrémiste n'était pas totalement opposée à la réouverture des écoles. Elle avait deux exigences. La première est que les enseignants soient des ressortissants locaux (principalement de la zone inondée) et la seconde exige que les écoles soient mixtes franco-arabes. Il sera plus facile d'aller sur la base des écoles franco-arabes que de recruter uniquement des enseignants locaux. Puisque les jeunes du Delta ne partent pas à l'école généralement, il sera donc difficile de trouver suffisamment d'enseignants qualifiés dans ces localités. En partant sur cette base, on pourrait trouver une solution durable à la fermeture des écoles francophones dans la région de Mopti malgré ce contexte d'insécurité.

QUID DES SERVICES DE SANTÉ SOUS L'ÈRE DES DJIHADISTES ?

Le secteur de la santé a été l'un des moins affecté dans les zones occupées par les djihadistes. Néanmoins, les meilleurs médecins sont presque tous répartis vers les capitales régionales et les chefs-lieux des cercles. Affirmer que le secteur de la santé a été moins touché par la crise sécuritaire, cela revient à dire tout simplement que l'exercice de cette profession n'a pas été interdite par les groupes djihadistes surtout de



la part de la Katibat Macina. Dans certaines communes, même les Organisations non gouvernementales (ONG) qui œuvrent dans le domaine de la santé sont acceptées. Mais souvent, l'accès de ces ONG est négocié soit par un élu local ou un chef coutumier voire une personne influente de la communauté.

Certaines ONG humanitaires recrutent des médecins au profit des communautés. Ces médecins acceptent de travailler dans la zone et ils sont acceptés par les membres de la Katibat Macina. Pour qu'un agent de la santé, recruté par une ONG, puisse rejoindre son poste de service, il est nécessaire que les nouveaux maîtres du terrain en soient informés. Avec leur autorisation, l'agent de santé ne court pas de risque. L'information ne s'arrête pas à ce seul niveau, c'est pourquoi la procédure est un peu longue. Les véhicules des ONG peuvent entrer dans les zones d'influence djihadiste, mais avec une autorisation. C'est la raison pour laquelle, les djihadistes avaient demandé à ce que tous les véhicules des ONG portent les logos de leurs ONG. La raison principale de cette injonction était de faire la différence entre les véhicules des ONG et ceux appartenant à l'État malien.

Il n'y a pas eu de nouvelles constructions de centres de santé à part dans le cercle de Mopti. Les campagnes de vaccination n'ont jamais été interdites et elles continuent encore dans les centres de santé. Cela a même été facilité par la Katibat Macina qui aussi autorise la distribution de dons et de médicaments dans les centres de santé. Les djihadistes assurent en même temps l'ordre et la sécurité des distributeurs. À ce titre, l'exemple de la distribution des moustiquaires imprégnées dans la commune de Dialloubé dans le cercle de Mopti est illustratif. Au contraire des écoles qui sont dans leur grande majorité brûlées, la seule fois qu'un centre de santé fut brûlé, en 2020 (le CSCOM, dispensaire de Fatoma dans le cercle de Mopti) par les membres de l'État islamique au grand Sahara (EIGS), il s'agissait d'une erreur aussitôt reconnue par les terroristes, car ils devaient plutôt brûler l'école de Fatoma.

QUAND LA CRISE SÉCURITAIRE AFFECTE LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LES MOYENS DE COMMUNICATION DES POPULATIONS

La crise a énormément affecté les marchés hebdomadaires – appelées aussi foires – qui ont fini par fermer leurs portes en raison de l'insécurité grandissante et des blocus que connaissent les villages dans lesquels se trouvent les marchés. Souvent cela est dû aux conséquences de l'extrémisme violent qui a occasionné des conflits intercommunautaires. On dénombre énormément d'affrontements "intercommunautaires" sur fond de radicalisme violent. Il est à noter que le gros du contingent de combattants des deux organisations terroristes qui opèrent principalement dans le centre – la Katibat Macina et l'EIGS – sont essentiellement issus de la communauté peule. Par amalgame, beaucoup de civils soupçonnés d'être des complices ont été tués soient par les dozogs, soient par



les FAMA¹⁰. Il y a aussi des marchés fermés par les communautés qui sont majoritaires dans une localité donnée, comme conséquence aussi du conflit intercommunautaire. Dans le cercle de Koro par exemple, dans les communes où les Dogons sont majoritaires, les marchés ou les boutiques se trouvent dans les quartiers ou les villages Dogons. Ces quartiers ou villages Dogon étaient interdits aux Peuls. Des individus ont été interdits d'accès aux marchés par leurs voisins en raison de leur appartenance ethnique. Il y a aussi une forte proportion de la population dans ces localités qui ont renoncé aux marchés par peur d'être tués.

L'interdiction d'accès ou la fermeture des marchés à certains villages et communautés ont permis à certains villages de créer leur propre marché. Ces exemples précis se trouvent dans la localité de Koro. Cela a permis aux villages peuls comme Diankabou de créer leur propre marché ou leur propre boutique. L'accès à certains marchés était aussi impossible à cause des mines anti personnelles posées par les groupes terroristes. Certaines de ces localités étaient minées en raison du refus de la population de se soumettre à la gouvernance des groupes djihadistes. Cependant après la réouverture de ces marchés, certains ont du mal à retrouver leur popularité d'antan. Durant cette période de fermeture des marchés, la plupart des commerçants ont fait faillite, certaines communautés – en occurrence des jeunes Peuls – ont pu trouver d'autres alternatives comme mécaniciens, tailleurs, maçons etc. Ces activités n'étaient pas menées autrefois dans les villages peuls de la zone exondée, précisément du cercle de Koro. Dans le cercle de Niono, dans la région de Ségou, le marché avait été fermé à un certain moment, parce que les Peuls avaient déserté ce marché puisqu'ils étaient arrêtés et tués sur le chemin du marché. Toujours dans la même région de Ségou, Il y a le marché de Dogofory qui fut fermé par les djihadistes qui avaient assiégé la zone. La résilience de ces populations a été leur seule chance de survie dans un environnement de crises multiples et de raréfaction des ressources.

Dans ce contexte de crise sécuritaire, aucun secteur n'a été épargné par les terroristes. Dans celui de la télécommunication, plusieurs antennes de téléphonie mobile ont été détruites par les groupes radicaux. Pendant longtemps, les antennes ont été épargnées des attaques djihadistes parce que ces groupes utilisaient les réseaux de télécommunications pour leurs opérations d'Orange Money (service de transfert d'argent).

Aujourd'hui, plusieurs antennes, surtout de la société Orange Mali, ont été détruites par les groupes djihadistes, au motif que ces sociétés de télécommunications aident l'armée malienne à repérer leurs positions pour les bombarder ensuite. Les populations qui vivent dans ces localités souffrent énormément. Surtout qu'elles n'ont plus la possibilité d'accès à Orange Money, devenu la principale banque des communautés rurales en raison de la fermeture de toutes les banques. Avec la destruction des antennes téléphoniques, les populations sont abandonnées à leur propre sort. Pour effectuer un retrait ou un transfert

10 L'exemple de Mourah dans le cercle de Djenné est illustratif : l'armée malienne et la société privée Wagner sont soupçonnées d'exactions contre des civils. L'ONU avait demandé l'ouverture d'une enquête qui a été bloquée par la Russie et la Chine.



d'argent par exemple, certaines populations sont obligées de parcourir plus de 60 km. Avec la dépendance aux nouvelles techniques de télécommunication et d'information, les populations se retrouvent coupées du monde.

Les terroristes interdisent par exemple les portables Android dans certaines localités par crainte d'être espionnés. Le réseau de télécommunication le plus touché par cette crise est le réseau Orange Mali, en raison peut être du fait que les intérêts français sont particulièrement visés. Surtout que les djihadistes affirment souvent que la France est l'un de leur meilleur ennemi, et que par conséquent, ils vont s'attaquer à tous les intérêts français. Le discours anti-impérialiste fait partie des slogans politiques que les groupes radicaux mobilisent. On remarque que le réseau Malitel est généralement épargné contrairement à Orange Mali¹¹. D'après nos enquêtes de terrain, les djihadistes ont commencé à faire tomber les antennes Orange Mali de Boni dans la commune rurale de Hairé, dans le cercle de Douentza. Beaucoup de sites Oranges Mali ont été détruits et les panneaux solaires ainsi que les batteries enlevées par les membres de la Katibat Macina.

Les moyens de transport ont été aussi perturbés dans les zones sous occupation djihadiste. Dans ces localités par exemple, il est interdit aux hommes et aux femmes de se mélanger dans les véhicules et dans les pirogues, qui sont les principaux moyens de transport commun. Dans les pirogues et dans certains cars de transport, les places des hommes et des femmes sont séparées par un rideau. Aussi, le déplacement des femmes est seulement accepté si elles portent le "hijab noir". Quand l'armée mène des opérations de ratissage, la situation devient encore plus compliquée pour les voyageurs. En ce moment, les membres de la Katibat Macina procèdent à des contrôles d'identités des passagers. Au cours de cette période, les *check points* sont placés sur toutes les routes pour contrôler les personnes. Ces barrages permettent aux terroristes de contrôler toutes les personnes qui pénètrent dans « leurs zones ». Mais cela rend la situation plus compliquée pour les voyageurs. C'est durant cette période que les routes deviennent plus dangereuses, parce que les mines sont placées dans beaucoup d'endroits stratégiques pour s'attaquer aux convois militaires.

La situation a aussi touché les chantiers de réparation et de construction de routes qui avaient démarré avant la crise. Les exemples les plus connus sont les routes Sevaré-Gao et Tombouctou-Goma Coura et Niono. Il existe d'autres cas isolés comme la route Mopti-Diakankore. Au regard de tous ces problèmes évoqués sur les moyens de transport des populations dans les localités sous influence djihadiste, certaines personnes ont préféré limiter au maximum leur déplacement. Parce que la question du déplacement est devenue tellement sensible et difficile, en raison du fait que les populations rencontrent énormément de difficultés qu'il s'agisse du côté de l'armée ou des groupes terroristes.

Les services d'adduction en eau potable sont également concernés puisque les châteaux d'eaux ont aussi été touchés par l'insécurité dans le centre du Mali. Dans plusieurs localités, quand les châteaux d'eaux tombent en panne, ils restent irréparables car les

11 Nous n'avons pas d'informations sur cette différence de traitement, mais on ne peut pas s'empêcher de faire le lien avec le fait que le groupe Malitel appartient au Maroc.



techniciens des grandes villes ont peur de venir et ne croient pas aux promesses de non-agression faites par les djihadistes. Les anciens points d'eaux qui ne sont pas tombés en panne continuent d'être utilisés par les populations. Mais il n'y a pas eu de nouveaux points d'eaux depuis bientôt dix ans dans ces localités. Certains points d'eaux sont aujourd'hui gérés par les femmes villageoises. Même si les bailleurs de fond sont prêts à financer, les élus locaux ne sont pas prêts à négocier de nouveaux investissements. Deux raisons expliquent cette position des élus. D'une part, les djihadistes n'acceptent pas souvent la venue des investisseurs dans leurs cercles d'influences, car ils les soupçonnent d'être des espions ; d'autre part, les élus locaux estiment parfois à juste titre, que même si les châteaux d'eaux sont installés, ils seront détruits par les djihadistes. Ce n'est peut être pas judicieux d'installer des points d'eaux qui seront détruits après.

Dans le centre du Mali (Ségou, Mopti), certains villages n'ont pas cultivé leurs champs depuis quatre ans. Les routes des champs ont été coupées par les terroristes comme dans le cercle de Niono où certains champs dans la zone de l'office du Niger ont été brûlés par les éléments de la Katibat Macina. Dans plusieurs localités sous occupation djihadiste, les communautés qui résistent à leur occupation sont souvent interdites d'accès à leurs champs. C'est un moyen de pression pour obliger les communautés à se soumettre. La doctrine des djihadistes est la suivante « *si quelqu'un refuse de se soumettre à tes ordres, il faut l'empêcher de trouver à manger* ¹² ».

NOS RECOMMANDATIONS POUR QUE LES POPULATIONS PUISSENT CONTINUER À BÉNÉFICIER DES SERVICES SOCIAUX DE BASE DANS LES ZONES SOUS DOMINATION DJIHADISTE :

Les recommandations à court terme :

- 1) Il faut penser à faire des écoles mixtes (écoles franco-arabes), plus acceptable par les intégristes. Cela peut faciliter l'acceptation de l'ouverture des écoles, car mieux vaut l'apprentissage des deux langues que pas d'écoles.
- 2) Recruter des enseignants locaux (nous proposons le seuil de 30 %). Le recrutement de personnes originaires de la région peut être une garantie du maintien de l'ouverture des écoles.
- 3) Négocier avec les groupes djihadistes sur les conditions de réouverture des écoles. Pour que ces négociations fonctionnent, il faudra faire des concessions comme la création des écoles medersa (écoles coraniques) et accepter la séparation des filles et des garçons dans les salles de classes.
- 4) Cela passera dans un premier temps par des concessions comme la séparation des filles et des garçons dans les salles de classes.

12 Entretien réalisé avec un élu local dans la région de Mopti le 8 février 2022.



- 5) La question des enfants non-scolarisés est une bombe à retardement si l'on ne veut pas que ces derniers ne tombent pas dans les pièges des groupes terroristes. Beaucoup d'études montrent une très faible scolarisation parmi les membres des groupes terroristes.

Les recommandations à long terme :

- 6) Il faut investir dans les formations professionnelles qui donneront sens à leur vie, pour ne pas qu'ils retournent un jour dans ces groupes. Ces métiers peuvent être entre autres la menuiserie, la mécanique, l'artisanat, l'agriculture, etc.
- 7) Faire bénéficier les plus jeunes d'une formation accélérée pour les inscrire dans les « écoles classiques ».
- 8) Pour les secteurs de la santé, de l'accès à l'eau potable ou du développement du secteur de la télécommunication, il faut une vision à long terme. C'est à dire que le tout militaire ne résoudra pas les problèmes dans ces zones : il faut d'abord un retour progressif de l'Etat. Des plans de développements réels de ces zones qui manquent de tout en termes d'infrastructures.
- 9) Il faudra un réengagement de l'Etat pour amorcer un développement qui puisse permettre à ces populations fortement paupérisées ces dernières années d'envisager un avenir, même lointain.
- 10) Cela passera par la réinsertion des jeunes combattants de ces mouvements terroristes dans la vie socioprofessionnelle et par le dialogue intercommunautaire pour éviter les tensions intercommunautaires.